



Groupe de Réflexion sur le 21^{ème} siècle, un collectif de citoyens bénévoles

L'action citoyenne hors des sentiers battus ...

Bénévoles engagés auprès des jeunes, notre unique motivation est notre rôle social de citoyen. Nous avons mené une réflexion sur des jeunes du bassin creillois, proposé des actions qui s'appuient sur les organismes et associations existants, et nous participons à la mise en oeuvre de certaines d'entre elles. Au cours de cette réflexion, nous avons constaté le poids de l'échec scolaire dans les difficultés d'insertion sociale.

SERIE D'EDITOS DE MARS à SEPTEMBRE 2011 **SUR L'INSERTION SOCIALE**

*Nous cherchons à développer la réflexion pour initier des actions innovantes et pragmatiques sur
« la juste place de la réussite scolaire dans l'insertion sociale ».*

Mars 2011

Tout le monde en parle, mais sommes-nous tous d'accord sur **ce que sont l'insertion sociale et la réussite scolaire ?**

Peut-on sortir des stéréotypes et donner une image, à la fois pragmatique et réaliste, de l'insertion sociale et de la réussite sociale ? Peut-on aborder ce thème avec humilité mais exigence, afin de sauvegarder les valeurs démocratiques ? Au fait, quelles sont les valeurs démocratiques partagées ? C'est ce que nous tentons d'établir en interrogeant des jeunes de différents milieux et de différentes situations (Mission Locale Vallée de l'Oise, médiation, collège, lycée...), des professionnels de différents milieux (acteurs sociaux, chefs d'entreprise, salariés, médecin, professeurs, CPE, proviseur, principal, magistrat, maître d'apprentissage, prêtre...) et des parents d'élèves.
Les thèmes à développer

Nous fondant sur la conviction qui nous réunit, que tout à chacun est acteur de l'insertion sociale, nous souhaitons approfondir le regard porté sur « **le devoir** » de formation et d'accompagnement **que chaque aîné doit aux plus jeunes**, dans la famille, la profession ou la vie sociale. En opposition à l'égoïsme et à l'individualisme qui ont été portés par tout un courant d'idées, qui se traduit notamment par la promotion outrancière de la réussite essentiellement individuelle dans les entreprises. Par un management qui, consacré aux performances et à la compétitivité, n'accorde plus de place à l'éthique, à la solidarité et au libre arbitre.

Mais que signifie être inséré ? Ne doit-on pas plutôt parler de **facteurs qui favorisent ou défavorisent l'insertion sociale** ? Qu'est-ce qu'avoir sa « **place dans la société** » ?

Ce qui conduit à réfléchir à ce qu'est **la non réussite** qui mène à **la marginalisation**.

L'impérialisme de la finance, de la consommation et de la communication n'a-t-il pas provoqué une révolution culturelle vis-à-vis de l'idée que l'on se fait de l'individu, du collectif, de la solidarité, de l'insertion sociale, mais aussi **de la place du travail pour la construction de l'individu ou comme moyen de consommer**.

Aujourd'hui, **qu'est-ce qui accompagne l'évolution du citoyen pour maintenir ou améliorer le fonctionnement de la société ?**

Avril 2011

L'insertion sociale et le rôle social de l'individu.

L'insertion sociale doit-elle comprendre un rôle social, donc une contribution individuelle à une vie meilleure pour la collectivité?

Revenons sur la question posée dans le n°1 de mars : qu'est-ce que l'insertion sociale ? Cette notion est apparue avec le « rapport Schwartz » qui préconisait en 1981, pour lutter contre l'augmentation du chômage des jeunes, une politique de l'emploi et des mesures d'action sociale. Dans nos entretiens et discussions, l'autonomie, notamment financière, revient souvent comme garant de l'insertion. Mais alors, une personne autonome, qui ne participe aux actions fondées sur la solidarité qu'à travers la stricte légalité (taxes et impôts), voire qui cherche à s'en dispenser, pose t-elle un problème d'insertion sociale à quelqu'un? Non ! Elle est, au pire, égoïste et individualiste. Et pourtant...

La pensée de Saint Exupéry serait-elle devenue désuète ? « Etre homme, c'est précisément être responsable. C'est connaître la honte en face d'une misère qui ne semblait pas dépendre de soi...C'est sentir, en posant sa pierre, que l'on contribue à bâtir le monde... ».

L'insertion sociale par rapport au type de société que nous choisissons.

Qui sont les acteurs de l'insertion sociale, au-delà de la famille, de l'école, du monde associatif et des acteurs du système de santé qui luttent contre une autre forme d'exclusion ?

Des individus qui donnent de leur temps ou de leurs moyens financiers, pour réaliser des actions curatives auprès de personnes qui, pour diverses raisons liées à eux-mêmes ou à leur environnement, sont en marge de la société.

Essayons d'imaginer une société où ces actions curatives n'existeraient plus...Les « insérés » ne seraient-ils pas beaucoup plus dérangés par « les marginaux » qu'actuellement ?

Essayons d'imaginer une société, plus posée et plus réfléchie, où les actions préventives seraient multipliées...Cela signifierait un accroissement de la solidarité, imposée ou volontaire, payante ou bénévoles, organisée par l'Etat, les institutions, à l'initiative d'associations ou individuelle. On peut penser que cela coûterait moins cher et serait plus sécuritaire.

Mais alors, ces personnes égoïstes et individualistes ne seraient-

Mais alors, ces personnes égoïstes et individualistes ne seraient-elles pas considérées comme ayant des difficultés d'intégration sociale dans ce type de société

Mai 2011

L'expression et la compréhension orales et écrites, outils d'insertion sociale.

L'individu se construit dans les échanges avec les autres, nécessaires pour satisfaire les besoins de chacun, des plus élémentaires aux plus complexes. Le lien social nous fait vivre. Il passe par la communication. Des jeunes ont leurs codes propres pour communiquer entre eux dans leur milieu (souvent le quartier). Mais le taux de ceux qui ne maîtrisent pas suffisamment les expressions écrite et orale pour communiquer avec d'autres, augmente et approche les 40%. Avec le peu d'exercices en calcul, il en résulte, pour ces jeunes, des difficultés de logique et de repérage dans le temps et dans l'espace. Il y a 50 ans, les jeunes en difficulté scolaire trouvaient un métier qui leur apportait un lien social, une compréhension de la société et des acquisitions de savoirs : le temps et les horaires, les saisons, les surfaces, les volumes et les poids dans l'agriculture, ou le théorème de Pythagore nécessaire aux maçons. Aujourd'hui, plus rien de tout cela, et nos jeunes illettrés ont des difficultés pour s'insérer socialement.

Réactions de béotiens...

qui refusent d'être complices de la dévalorisation de la connaissance et de ceux dont le métier est de la transmettre ! «...*grammaire, orthographe, conjugaison, lecture, c'est l'école du passé...nous sommes l'école de la modernité...* »*. Les solutions semblent à portée de volonté politique, **poussée par nos volontés individuelles.**

Appel aux décisionnaires

Aidant des jeunes adultes parfois illettrés, nous cherchons sans cesse comment leur faire acquérir rapidement des bases suffisantes pour communiquer avec des personnes qui ne font pas partie de leur environnement habituel. Des constantes : la nécessité de leur donner l'occasion d'être en situation (me présenter chez un employeur, suivre une formation...), l'envie d'aller plus loin (le convaincre de me recruter, poser des questions à l'instructeur...), de pratiquer (pouvoir discuter de ce qui m'intéresse, parler avec mes nouveaux collègues...), et **en profiter pour leur transmettre des règles élémentaires de la grammaire et du calcul, et du vocabulaire**. Des spécialistes, au nom de l'éradication de l'inégalité des chances et de l'adaptation au monde moderne, ont transformé la pédagogie pour favoriser « *l'autonomie et le savoir-être* » afin que « *l'élève, avec l'aide du maître, ...se mobilise sur la genèse de ses propres acquisitions...(se fasse) véritablement épistémologiste de ses propres connaissances pour inventer de nouvelles procédures à acquérir* »*. N'ont-ils pas creusé les inégalités en loupant quelque chose ? Il faut peut-être **sortir ces jeunes de leur environnement habituel**, les accompagner pour qu'ils sachent qu'ailleurs c'est différent, et pour qu'ils n'aient pas peur de cet ailleurs, pour leur donner **envie d'apprendre** des règles qu'on a **envie de leur enseigner**. Décisionnaires, vous avez un devoir de retour d'expérience urgent pour ne pas laisser de plus en plus d'individus en marge de la société !

*« *Le pacte immoral* » de Sophie Coignard.

Jun 2011

Les paradoxes

- L'acquisition d'un diplôme le plus élevé possible reste le symbole de la réussite. Pourtant, le taux d'enfants ne sachant ni lire ni écrire qui passent en secondaire ne cesse de croître (cf. édito 3 de mai). Des cursus sont parfois inadaptés aux aptitudes des élèves ou aux réalités économiques. Le passage d'une classe à l'autre et les examens du secondaire sont devenus quasiment des formalités. Des jeunes courent aveuglément vers le diplôme le plus haut possible, illusion éphémère... Seuls 28 % des étudiants en première année d'université décrochent leur licence et, chaque année, 90.000 étudiants quittent l'enseignement supérieur sans y avoir obtenu de diplôme. En fait, au lieu d'ouvrir notre école sur la vie et d'aplanir les inégalités, on y fait entrer la société, avec sa violence dans tous les sens du terme: injustice, désinformation, publicité mensongère, ségrégation, domination, culte de l'argent... Les élites en sont conscientes. La quasi-totalité des enfants de responsables politiques de premier plan sont scolarisés dans moins de dix écoles privées.
- Notre société reconnaît le travail comme la preuve de la valeur d'un individu. Pourtant, des titulaires de diplômes dont les chefs d'entreprises n'ont que faire, restent au chômage. Que de jeunes aigris parce que les choses ne se passent pas comme on leur avait dit...
- Parmi ceux qui exercent des activités, certains, apparemment autonomes financièrement et insérés socialement, ont un rôle amoral, voire immoral et parfois répréhensible, quand ils spolient des individus ou des collectivités. Pourtant leur consommation alimente l'emploi permettant d'insérer socialement des personnes. C'est un autre paradoxe dont nous n'essaierons pas de mesurer le résultat global.

Le salut dans l'économie

Et si nous nous contentions de permettre à nos jeunes d'atteindre un niveau scolaire et une qualification utiles à l'économie, qui les aident à se construire dans le monde actuel. Cela suppose que les connaissances de base (cf. édito n°3 de mai) soient acquises et qu'ils puissent reprendre, à tout moment, des formations afin de progresser et s'adapter.

Pour s'insérer socialement, il faut être suffisamment familiarisé avec le monde, en particulier avec l'économie, la production des biens et des services. Ordinateurs, médicaments, logements, écoles, hôpitaux, voitures, électricité, eau potable, traitement des déchets...ne tombent pas du ciel ! Quelqu'un les fabrique, les produit, les transporte, les vend, les distribue... Ce monde a un mode d'emploi. Faisons-le découvrir aux jeunes plutôt que les formater pour consommer! Rapprochons les écoles des entreprises pour **intéresser les jeunes à l'industrie, au service public et à l'économie**, celle où le travail redevient une valeur.

Reconsidérons les formations et les diplômés professionnels **pour qu'ils valident des savoirs, savoir faire et savoir être, utiles à l'économie !**

Donnons aux jeunes les moyens de devenir les bâtisseurs d'une meilleure société que celle que nous leur laissons.

Juillet 2011

Tout fout le camp mon brave monsieur !

« *Notre jeunesse est mal élevée, elle se moque de l'autorité et n'a aucune espèce de respect pour les anciens. Nos enfants d'aujourd'hui...répondent à leurs parents au lieu de travailler* ». Socrate...
« *Les jeunes gens sont malfaisants et paresseux...(ils) ne seront pas capables de maintenir notre culture* » Découvert dans les ruines de Babylone...Voilà au moins quelque chose qui ne change pas !

La responsabilité des aînés

L'individu se construit en acquérant des savoirs, savoir-faire et savoir-être. Ces derniers sont complémentaires et transmis par les aînés. Cette transmission est un rôle majeur et noble de tout adulte, qu'il soit enseignant, professionnel, parent ou voisin. Il ne faudrait pas que les aînés se limitent au savoir dont ils ont naturellement la charge, en ignorant le reste, car un adulte peut être défaillant dans son rôle, et personne, hormis les parents suffisamment impliqués, ne veille à la complémentarité des savoirs. Il s'agit juste de transmettre les fruits de son expérience aux jeunes.

Familiarisé avec le monde pour être inséré socialement

Pourtant, il semble que pour bon nombre de jeunes, les notions que transmet l'école ne correspondent ni aux exemples que les élèves ont sous les yeux, ni à leur propre expérience. Les valeurs qu'elle prône sont en porte à faux avec celles de la société réelle. Son discours est décrédibilisé par celui des adultes et des médias, ou de responsables économiques ou politiques à la déontologie défaillante... Avec toujours cette image de l'argent vécu comme moyen d'accès, non pas à des droits, mais à des passe-droits ou à des privilèges.

Alors que tout simplement, avec l'aide des adultes, l'enfant peut prendre petit à petit conscience de son état d'individu dans la société, puis de celui d'individu solidaire des autres personnes. Il prend le goût d'acquérir les moyens nécessaires à cette solidarité : subvenir à ses propres besoins par le fruit de son travail, puis aux besoins de ceux dont il se sent responsable. En fonction de ses capacités et de son état d'esprit, il peut élargir son rayonnement, à condition qu'on lui ait donné accès à une culture qui favorise la compréhension de son environnement et le conduise à la volonté d'agir, parce qu'il y trouve de la satisfaction. Maslow nous a enseigné, avec sa pyramide, la nécessaire satisfaction des besoins physiologiques avant d'acquérir la sécurité, puis l'accès à la vie sociale, à l'estime et enfin à la réalisation de soi. Là non plus, rien ne change !

Choix de société !

« *... l'homme n'est un être moral que parce qu'il vit en société, puisque la moralité consiste à être solidaire d'un groupe et varie comme cette solidarité...* » É. Durkheim, De la Division du travail social.

Aout 2011

De la faillite de la communication orale et écrite à la violence

Ne pas connaître ou ignorer les gens conduit souvent à s'en méfier, en avoir peur jusqu'à les rejeter. En communiquant avec eux, y compris dans du débat contradictoire, on apprend à se connaître. L'individu inséré socialement communique, s'explique, analyse, se forge des opinions...Sauf cas pathologique, il acquiert ainsi une sérénité et rejette la violence. Ne pas posséder les rudiments de l'expression et de la compréhension conduit, quand cette peur devient incontrôlée, à remplacer les mots par les coups.

D'autant que la peur ou la haine des autres sont aujourd'hui portées, de façon insidieuse, par une banalisation de clichés dans des propagandes électorales, informations ponctuelles sorties de leur contexte, désinformations qui courent sur les réseaux sociaux...Des discours de ségrégation, de haine inter catégorielle, se sont généralisés, face à ceux qui utilisent toutes leurs forces pour faciliter la connaissance des autres. On oppose le public au privé, les chômeurs aux travailleurs, les précaires

aux stables, les itinérants aux sédentaires, ceux des « zones » aux autres, les femmes aux hommes (ou vice versa), les immigrés aux Français, les musulmans aux autres confessions...comme si les premiers présentaient systématiquement une injustice ou un danger pour les seconds. L'incurie de certains représentants de la société valant justification de violences individuelles, des jeunes vivent au rythme des rapports de force, même avec la force publique dont ils ne reconnaissent ni la légitimité, ni la légalité. Ils appliquent la loi du plus fort ou la loi ancestrale du talion, ignorant les droits de l'homme qui fondent notre société et la justice. Si l'individu apprend, en grandissant, à s'affranchir de la logique du règlement de conflit par la violence, synonyme de faiblesse d'esprit ou d'incapacité à exprimer un mal être, cela suppose qu'il soit capable d'exposer son désaccord et de faire valoir ses droits dans le cadre légal. L'expression et la compréhension orales et écrites sont assurément un remède pour lutter contre la violence.

De la violence à l'incapacité d'apprendre à communiquer

Si la force ou la violence vaut droit dans la société, alors il n'y a pas de raison de faire confiance à un professeur, et on peut contester son autorité liée à son statut. Et c'est ce qui se passe ! En n'affichant plus le respect que l'on doit à sa noble mission de grand intérêt général, on a abaissé les protections à un moment où la société est devenue plus dure, plus hostile, plus violente. Les digues cédant, l'école a été inondée par les réalités de la société actuelle, sa violence, dans tous les sens du terme : compétition, domination, exclusion, écrasement des plus faibles. Laissant même parfois se propager une idéologie hostile à la culture et à la connaissance.

Appel

Celui qui n'a pas encore découvert que l'autre n'est pas d'abord un concurrent, un rival, un obstacle a encore du chemin à faire pour s'insérer et trouver sa place. Il faut replacer les jeunes dans une juste perspective entre le monde de la connaissance et la connaissance du monde et leur proposer une convergence entre l'école et la ville.

Septembre 2011

La situation des jeunes, un sujet de plus en plus préoccupant

Avec la dynamique des trente glorieuses, l'emploi qui s'est déplacé vers le secteur tertiaire, l'allongement de la scolarité, le temps « de la jeunesse » s'est allongé. Ce temps a donc pris plus d'importance dans la vie réelle, comme dans les statistiques socio-économiques. Nombre d'étudiants ont des statuts mixtes. Ils sont aussi salariés saisonniers ou intermittents. Souvent mal logés, sans accès facile aux soins, vivant souvent en dessous du seuil de pauvreté, ils se sentent en situation précaire, pas toujours sûrs qu'ils auront les moyens de poursuivre leurs études, en devenir. Et la société accepte cette situation, la jugeant transitoire. Poursuivre des études supérieures n'est plus ni un discriminant social, ni une garantie d'emploi. Pourtant, le nombre d'inscrits dans l'enseignement supérieur est passé de 214.000 en 1960 à 600.000 en 1968, à près de 2,5 millions en 2009...

Les paradoxes du recrutement actuel

Le monde du travail recrutait des très jeunes gens qu'il formait ou à qui il offrait une possibilité de promotion interne en fonction de leur capacité. Aujourd'hui, il recrute des diplômés supposés avoir acquis un niveau de connaissances générales qui leur permet de s'adapter vite aux situations professionnelles. Pourtant, ces jeunes sont souvent déçus du décalage entre ce qu'on leur a fait espérer et la réalité, et les professionnels se plaignent de l'inadéquation entre ressources et besoins.

La dérive des formations continue et professionnelle

La formation continue a été légalisée pour assurer l'adaptation du salarié au poste de travail, à l'évolution ou au maintien dans l'emploi dans l'entreprise, ou pour développer ses compétences. Mais beaucoup d'entre eux, notamment dans les grandes entreprises, déplorent qu'une partie de cette formation soit inadaptée aux besoins. Certains se voient refuser une formation jugée nécessaire, pour cause de budget, de quota ou de tableau de service. Des formations, qui n'ont rien à voir avec le projet professionnel, sont imposées pour respecter les obligations légales ou dissimuler un temps

d'inactivité. A leurs yeux, la tromperie continue dans la préparation à exercer une activité ou à s'y maintenir.

Choix de société !

Ces difficultés n'ont rien à voir avec des questions budgétaires ou économiques, mais plutôt avec des règles et des idées reçues, inadaptées aux réalités. Montrons aux jeunes scolarisés la variété des parcours qui permettent d'ouvrir les portes du travail, bien plus large que l'acquisition d'un diplôme supérieur. Demandons à nos représentants politiques qu'ils cessent de légiférer des modalités de formation inadaptées pour les entreprises, et qu'ils instituent des règles réalistes et rationnelles, qui correspondent à la responsabilité sociale de ces entreprises.